

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :

Trois mois 13 f.
Six mois 26 f.
Un an 52 f.

ANNONCES : 15 centimes la ligne.

Reclames : 25 centimes
On traite à forfait

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vainqueur, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Edghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal *l'Economiste* ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 27 JUILLET 1870

Dépêche télégraphique

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Nous avons reçu ce matin la dépêche sui-

Paris, mercredi, 6 h. 45 du matin.
(Arrivée à Roubaix à 10 h. 40.)

Le Journal officiel publie des décrets : concernant l'Impératrice le titre et les fonctions de régente, en l'absence de l'Empereur ; — décrétant en état de siège les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ; — appelant à l'activité les 90,000 hommes formant le contingent de la classe de 1869.

Le cabinet gouvernemental publie aussi une note annonçant le projet du traité conclu par le Times. Des pourparlers ont eu lieu officieusement à Berlin, après le départ de M. de Bismark et M. de Gramont, mais il n'a existé aucun projet écrit, et l'Empereur a rejeté les propositions qui lui ont été faites.

(Voir les dernières nouvelles à la troisième page.)

L'engagement de Niederbronn

Nous recevons ce matin quelques détails sur l'engagement de Niederbronn qui nous est parvenu hier par dépêche particulière :

Le général de Bernis se trouvait aux avant-postes français ; lorsqu'il fut prévenu qu'une reconnaissance badoise se trouvait dans les environs de nos avant-postes.

En effet, à une demi-heure de nos lignes, l'escadron du 12^e chasseurs, conduit par le général de Bernis, rencontra un escadron badois, le chargea, en tua ou blessa tous les officiers et quelques prisonniers et ramena quelques chevaux.

L'engagement a été court et brillant.

L'affaire eut lieu entre Niederbronn et Wissembourg, c'est-à-dire sur le territoire badois.

Il paraît exact qu'un officier anglais se trouve parmi les prisonniers faits aux Bava-riens. Il était probablement là en curieux.

Rien ne prête mieux aux escarmouches que le pays de Niederbronn.

Niederbronn est une petite ville d'eau purgative, surtout fréquentée par les habitants des pays limitrophes. C'est encore l'Alsace ; les paysannes des environs sont restées fidèles au bonnet à papillon, au corsage à paillettes et à la jupe rouge ou verte, c'est-à-dire catholique ou protestante. Les enseignes des hôtelleries s'y balancent au soleil, et chaque soir, comme dans un roman d'Erckmann Chatrian, vous trouverez les notables du pays assis sur les bancs de la brasserie de Grenadier, pour voir si la bière est bonne.

Parmi ces notables, je vous signalerai d'abord le maire, un grand industriel du nom de Dietrich, qui descend en ligne directe du Dietrich, maire de Strasbourg, dans le salon duquel éclata la Marsalaise.

Mais la nature du pays est surtout celle du pays de Biche dont les défilés s'ouvrent de ce côté. Nature étrange, sauvage, trop peu connue des touristes, pleine de vallées fraîches et sinueuses, resserrées entre des suites de petits pics boisés ressemblant à de gigantesques tapiniers. Puis dans les bons endroits, se dresse invariablement la ruine d'un château fort, jadis camp romain, puis repaire féodal, démantelé au dix-septième siècle, mais dont le gros œuvre, taillé dans le roc, a bravé les démolisseurs de tous les temps. Dans une guerre de partisans facile à faire, chacun de ces retraites offrirait de réels avantages aux défenseurs du pays.

Niederbronn est sur le chemin de fer stratégique qui relie Strasbourg à Metz, Thionville, Forbach et Saint-Avold. C'est une ligne dont l'importance est grande et qui sera le théâtre de plus d'un combat.

Le cabinet de Berlin tient singulièrement à se donner raison aux yeux de l'Europe, et à déchirer toute responsabilité des graves conséquences du conflit actuel. Mais, fort de la modération de sa conduite et de la loyauté de ses actes, le cabinet français ne laisse passer, sans la réfuter, aucune des assertions inexactes de ses adversaires.

Une dépêche de M. de Gramont aux agents diplomatiques de l'Empereur, en date du 24 juillet, et que publiait hier la feuille officielle, a pour objet de rétablir sous leur véritable jour quelques incidents. Faisant allusion à une de ses conversations avec M. de Werther, M. le ministre des affaires étrangères s'exprime en ces termes :

« M. l'ambassadeur de Prusse, dans notre entretien, s'est particulièrement étendu avec moi sur cette considération, que le roi, en autorisant la candidature du prince de Hohenzollern, n'avait jamais eu l'intention de blesser l'Empereur et

n'avait jamais supposé que cette combinaison pût porter ombrage à la France. J'ai fait observer à mon interlocuteur que s'il en était ainsi, une pareille assurance donnée serait de nature à faciliter l'accord que nous cherchions. Mais je n'ai point demandé que le roi écrivit une lettre d'excuse comme l'ont prétendu les journaux de Berlin dans leurs commentaires officiels. »

Quant à la déclaration aux Chambres du 6 juillet de M. le ministre des affaires étrangères, elle trouve la justification de sa vivacité, ainsi que le fait observer la note-circulaire, dans la gravité de l'attente qui était portée à nos intérêts et non dans des considérations personnelles aux ministres : « Ce que j'ai dit, ajoute M. de Gramont, c'est qu'aucun ministre ne pouvait conserver, en France, la confiance des Chambres et de l'opinion en consentant à un arrangement qui ne comportait pas une garantie sérieuse pour l'avenir. »

Le point le plus important, du reste, de la dépêche de M. de Gramont, a trait à cette singulière assestion de MM. de Bismark et de Thile, tendant à établir que la candidature du prince de Hohenzollern, lorsqu'elle s'est produite, était chose toute nouvelle pour eux. La vérité est, ainsi que cela résulte d'une dépêche de M. Benedetti à M. de Lavalette, en date de Berlin, 31 mars 1869, que le ministre de l'Empereur à Berlin s'était exprimé, à cet égard, en des termes tels qu'il ne pouvait exister dans l'esprit de M. de Bismark et de M. de Thile, aucun doute sur la manière dont une candidature prussienne, au trône d'Espagne, serait accueillie par le cabinet des Tuileries.

J. REBOUX.

La loi du silence.

Un exemple, entre mille, pour prouver que la nouvelle loi est impossible à appliquer.

Le journal qui, seul entre tous, a appuyé la mesure prise contre la publication des nouvelles de guerre, c'est le *Peuple français*, le prétendu organe du cabinet de l'Empereur.

Hier encore, ce même journal annonce que, la loi étant votée, il s'y soumet et qu'il conseille à tout le monde de s'y soumettre.

Or, dans le même numéro, il parle du départ de l'escadre de Cherbourg, et voici les lignes qu'il publie :

« A une heure, le *Coligny*, capitaine de Junclars, doit être prêt à embarquer l'Impératrice et sa suite pour assister au départ de l'escadre. L'Impératrice dine à six heures à bord de la *Savoie* et part pour Paris à huit heures. »

L'Impératrice veut suivre l'escadre cuirassée au-delà de la digue et lui faire cortège aussi loin que possible.

Et cependant, dans la journée de dimanche et lundi, le ministère de l'intérieur avait envoyé une communication aux journaux pour les prier de ne pas annoncer le départ de l'escadre ; tous se sont tués loyalement, attendant qu'on leur permit de parler. Seul, le *Peuple français* a cru devoir passer outre.

Nous vous le répétons, votre loi est impossible à exécuter.

(Moniteur.)

INFORMATIONS ET NOUVELLES

La France avait espéré que les consuls des deux parties belligérantes, qui sont des agents étrangers à la politique, pourraient continuer de résider à leurs postes respectifs, mais la Prusse vient d'expulser brutalement tous nos consuls. La France se contentera de retirer l'executoire aux consuls de la Prusse, qui pourront, comme les autres citoyens prussiens, rester dans notre pays.

Nous lisons dans le *Courrier de la Moselle* : « Le 20, quelques troupes prussiennes se sont dirigées entre Forbach et Sarrebruck, vers la petite Rosselle où se trouvent des houillères appartenant à la maison de Wenden. Un détachement s'est porté à la rencontre des prussiens ; il les a repoussés et est rentré à Forbach, emmenant quarante prisonniers, qui ont été enfermés dans la vieille église. »

Nous apprenons de source certaine que le prince Antoine de Hohenzollern, et son fils, le prince Léopold, sont en complète disgrâce à Berlin, en raison de la renonciation au trône d'Espagne consentie par eux.

M. de Bismark aurait même approché en termes très-vifs au prince Antoine, d'avoir, par sa précipitation, été cause que l'Espagne a pu se dégager du débat, et d'avoir par cela même permis à la France de mettre sur le Rhin les cent mille hommes qui lui eussent été nécessaires pour garder les Pyrénées, si la candidature du prince Léopold avait été maintenue.

M. de Bismark est tellement exaspéré de la neutralité de l'Espagne, basée sur cette renonciation, qu'il a fait retirer tout commandement militaire aux princes Antoine et Léopold de Hohenzollern.

Un fabricant de Saint-Etienne veut bien nous communiquer, dit le *Moniteur*, l'extrait suivant d'une lettre qu'il a écrite d'un de ses correspondants sur le rive gauche du Rhin par la déclaration de guerre :

« Je suis arrivé hier à un village en Allemagne d'où j'ai eu toutes les peines du monde pour revenir sans passeport, j'ai dû faire un détour immense et revenir par la Suisse. Partout où j'ai passé la population est dans des trames mortelles, bien persuadée que les prussiens seraient battus par nous. »

L'indépendance confirmée un trait assez répandu.

Elle ne dissimule pas qu'une lettre quel que peu comminatoire des généraux d'Orléans ait pu agir sur l'esprit de M. Prevost-Paradol et déterminer son suicide.

L'Union nous apprend que mardi dernier, veille du jour de la déclaration de guerre, l'Empereur s'est approché de la sainte table avec ses fils.

On écrit de Blois que M. Henri Rochefort est arrivé lundi soir dans cette ville. Il vient déposer comme témoin à charge, devant la haute cour de justice.

Un voyageur français raconte que le 20 de ce mois, à Carlsruhe, cinq français ont été arrêtés, conduits par des dragons tenant le pistolet au poing et suivis par la populace criant : Mort aux Français !

On estime à plus de 80 millions les commandes de céréales, vins, eaux-de-vie et autres denrées faites en Espagne par le commerce français et destinées à l'armée du Rhin.

Un espion prussien, arrêté à Lyon, a été trouvé porteur d'une somme de 50,000 francs. Un grand nombre d'espions sont signalés dans nos départements de l'Est. Plusieurs ont été arrêtés à Reims, à Châlons, etc.

La police commence à réprimer à Paris les manifestations turbulentes qui n'ont plus de raison d'être maintenant que nos soldats sont en route et que la partie sérieuse va se jouer. Plusieurs arrestations ont été opérées, notamment dans le faubourg St-Antoine.

On écrit au *Journal de Rouen* :

« Quatre batteries de bombardes viennent d'arriver à Metz. »

La bombe est à la mitrailleuse elle-même comme la mitrailleuse est à tous les engins de mort qui l'avaient précédée.

Les Prussiens ont des mitrailleuses fort inférieures aux nôtres comme portée et comme justesse de tir ; mais ils n'ont point de bombardes, et ils ne savent pas ce que c'est.

A peine arrivés à Metz, ces mystérieuses et terribles bombardes, dont on veut garder le secret jusqu'à la dernière heure, ont été enfermées dans le manège d'artillerie, et il n'est permis à personne d'en approcher.

EDMOND DUVAL.

On a reçu par le télégraphe de Sibérie des nouvelles de Chine de date récente.

L'ordre était rétabli à Tien-Tsin où le consul anglais avait été provisoirement chargé des intérêts français. Une canonnière française était arrivée à Tien-Tsin, et le pavillon français avait été immédiatement salué par les autorités chinoises.

BULLETIN DE LA GUERRE

Il est vraiment nécessaire que nous gagnions la première bataille, haut la main, et d'autant plus que les informations qui nous arrivent de Prusse sont d'une folle outrecuidance.

Non seulement, depuis que nous avons abattu à Kehl une sentinelle badoise, le fusil des Prussiens traverse des troncs d'arbres à quinze cents mètres, mais trente hulans, à Saarbruck, ont mis en déroute deux régiments français ; mais à Luxembourg on se prépare à célébrer avec douleur et amertume la première victoire prussienne ; mais les faits de la plus complète platitude détraient l'enthousiasme allemand qui ne connaît plus de bornes.

D'autres part, les puissances ont toutes, — sur des tons variés il est vrai, mais toutes sans distinction, — formulé leur neutralité. Les unes observent la neutralité attentive et sympathique : Autriche, Italie, peut-être Suisse ; les autres une neutralité vigilante et malveillante : Angleterre, Russie et peut-être Espagne.

Si la France subissait le moindre échec, le haro serait général ; la sainte croisade qui enflamme l'Allemagne prendrait un élan nouveau, et l'armée du Nord et du Sud s'offriraient les douceurs de l'offensive, afin de fouler le sol français !

Ce que l'on prétend détester le plus particulièrement en Allemagne, c'est le

bonapartisme. La Germanie n'a pas plus de faiblesse pour Napoléon III, qu'elle n'en a su montrer pour son oncle illustre, et qu'elle n'en eût manifesté pour Napoléon II, si elle avait eu l'honneur de le connaître, autrement que comme un jeune homme aimable et un peu efféminé de la cour de Vienne.

Le nord de la Prusse est, du reste, affranchi de ces préoccupations variées. Elle en est affranchie par une idée fixe : la peur, la terreur bleue. Sur toutes les côtes, depuis Endem jusqu'à Königsberg, on ne craint que la flotte française, on ne redoute que la flotte française. On s'attend à la voir produire d'affreux ravages et opérer un terrible débarquement dans ces parages assez voisins de Berlin.

La panique est telle qu'il a fallu expédier par avance à Lubeck, à Virmork, à Rostock, à Strasland les corps spéciaux chargés de protéger, autant que possible, les portes, et de couvrir les points où l'on peut atterrir.

Mais les côtes sont d'une étendue immense. Le Danemark est dans des dispositions plus qu'antipathiques vis-à-vis de Berlin.

Si le Petit-Belt nous est fermé par Kiel et Aïsen, nous avons le Grand-Belt et le Sund. Il est donc fort difficile à la Prusse côtière de se délivrer, de ce cauchemar en vertu duquel les villes maritimes se dépeuplent déjà.

Du reste, les navires marchands peuvent se rassurer ; (aussi bien que les braves Prussiens habitués à Paris, et qui, pris et cloués par leurs usages, moins fanatiques que les Oppenheim de Cologne, n'ont aucune envie de courir à la défense du drapeau dont depuis longues années, ils ne se sont pas occupés du tout.)

Les principes civilisateurs du traité de Paris, c'est-à-dire du congrès de 1856 ont prévalu, et sont maintenant relativement à la bourse, au pavillon neutre et au blocus. Le commerce, dès lors, ne sera pas gravement interrompu par la guerre, à moins qu'elle ne soit trop longue et ne devienne générale. La nécessité d'un blocus effectif a également l'avantage de limiter étroitement le champ d'action des belligérants.

Exemple : si la puissante escadre prussienne vient s'emboîser devant le port de Marseille, elle ne pourra nous défendre d'aller manger la bouillabaisse au château d'If, devant la prison d'Edmond Dantès, que si elle peut effectivement « courir sur notre raffiot et nous couler bas. » C'est une garantie pour l'humanité et pour les Marseillais en particulier.

A propos de flotte, n'étais-je pas presqu'un devin en vous affirmant que la revue de Cherbourg, passée par l'Impératrice, serait bientôt peut-être suivie de la revue de Strasbourg, et en parlant de cette éternelle souveraine, comme d'un général en chef possible de nos armées de terre et de mer ?

Voilà que les journaux les plus fidèles aux injonctions répétées de M. Emile Ollivier, ne peuvent se défendre de manifester l'espoir que l'Impératrice ira passer plusieurs revues dans l'Est. Pour nous, nous approuvons sans réserve cette vaillance d'une femme. Elle est brave, chevaleresque, elle peut aller elle va. Et sans nous répandre en comparaisons qui nous conduiraient depuis les grandes femmes mérovingiennes jusqu'à Jeanne-d'Arc, nous reconnaissons que ces marques empreintes d'intérêt, sont de nature à produire une excellente impression sur le soldat.

Quant au départ de l'Empereur et à sa santé dont la presse s'occupe beaucoup, nous sommes peu fixés, et sur l'un et sur l'autre : « On ne le voit pas, donc il est parti. — On ne le voit pas, donc il est malade. » Voilà le double refrain de nos agitateurs.

Il se peut que Napoléon soit l'un et l'autre, malade et parti. Il n'en aurait qu'un plus réel mérite.

Pour le Prince impérial, il n'est pas dans le camp, il n'en est pas loin. Le journal de M. Duvernois nous informe minutieusement que le jeune camarade, M. Conneau fils, n'a pas accompagné le jeune héritier dans cette première campagne. Cela veut dire, en d'autres termes, que les jeux de l'enfance sont passés, que le métier de successeur présomptif commence, que l'on va à la guerre avec sérieux, et que si l'on ne porte pas le chapeau rigoureux, on a, au moins, on le regarde porter sans s'amuser, — ce que nous approuvons fort.

Et maintenant que tout le monde est à son poste, espérons que M. le ministre de l'intérieur, — dont la dépêche aux préfets sur les fausses nouvelles est un digné pendant de la note du garde des

sceaux à l'officiel — nous tendra le bras de ce qui se passera en deçà et delà de la frontière. M. Chevandier dit à ses agents : « Quand vous ne saurez rien, c'est qu'il n'y a rien. — Cette déclaration est formulée en style de cuisine, qui rappelle les dispositions brusques et militaires d'un citoyen montant à cheval pour sauver Paris ; elle implique cependant, ne l'oublions pas, l'engagement de faire connaître « tout ce qu'il y aura. » Nous nous confions donc à la plume élégante du vice-ministre, M. Guillaume, pour la rédaction des Bulletins officiels de son supérieur hiérarchique.

Et, puisqu'il s'agit d'exactitude, profitons de ce que nous sommes forcés de retourner autour du champ de bataille, sans y pénétrer, pour recueillir quelques faits dans leur vérité. A propos du service des télégraphes de campagne, service admirable, au moyen duquel les lignes se construisent pendant que l'on marche (puisque les fils s'entrent et s'enferment à mesure dans un fossé creusé par la voiture même qui porte les bobines, etc.), on a dit que le génie militaire était chargé de ces travaux techniques, et on a ajouté : « aucun employé civil n'y est admis. »

Cela est possible. Toujours est-il que notre direction des télégraphes a dû fournir à la guerre nombre d'employés, le matériel, des instruments, et pourvoir directement à une partie de cette organisation.

Autre détail, en matière technique : je me figurais que « la mitrailleuse » rentrerait dans la catégorie des « mouvements interdits », par la célèbre note de l'officiel. Or, point du tout, je trouve dans tous les journaux des descriptions détaillées.

La plus répandue manque encore d'exactitude. Complétons-la. La construction française est un joujou fort léger et qui porte la mort avec autant d'abondance et de rapidité que d'élégance. Les canons sont disposés en rond, en rang, et non pas en éventail ; le mouvement horizontal se produit à mesure que la pièce se décharge. Les cavaliers attachent l'engin à la selle de leurs bêtes ; ils se portent en avant du corps d'armée à de grandes distances, mettent pied à terre, groupent les chevaux, puis se forment en tirailleurs et soutiennent la pièce pendant que quatre hommes la font fonctionner.

Est-onnencé de trop près ? on remonte à cheval ; on attache les longes, et on pique des deux.

Mais voici le plus curieux : une pièce court-elle le danger d'être enlevée, que l'un des soldats emporte dans sa poche « un morceau du mécanisme de la culasse, grand comme un couteau de table » et faute de cette pièce d'échappement la mitrailleuse est absolument hors d'usage pour l'ennemi.

Au point de vue technique, nous avons aussi à parler du corps franc des chemins de fer. Ce sont les volontaires embrigadés par la ligne de l'Est pour prolonger nos rails, — fût-ce sous le feu de l'ennemi, — dans la direction qui conviendra à nos généraux.

Cela est vraiment admirable ! On tourne les obstacles, on force les rampes s'il le faut, et les wagons eux-mêmes apportent jusqu'au point de prolongation de la ligne, les rails reliés entre eux par des longrines de fer et par des traverses fixes ; de sorte qu'il suffit de visser deux boulons pour rapprocher les uns des autres ces grands châssis, tout prêts, ils reposent comme en Amérique, sur la terre nue et avancent insensiblement à travers la plaine, de telle manière que nos avant-postes peuvent être reliés, sans solution de continuité, à la gare de Strasbourg, à Paris même ! On fait circuler sur ces voies volantes des machines de 20 à 25 tonnes et un matériel léger. Pendant que le soldat dort, on lui prépare son étape du lendemain.

Ce service merveilleux est centralisé à Metz entre les mains d'un ingénieur français, M. Pesché.

Maintenant, laissez-nous, avant de finir, la nouvelle des journaux du soir et du matin, arrivée par les journaux étrangers, reproduite dans le *Courrier de la Moselle* et dont *Paris-Journal* a cité l'origine :

Il s'agit d'un engagement entre le 12^e chasseurs et les uhlans prussiens. On parle de la déroute du régiment ennemi, de douze prisonniers, de chevaux pris, d'officiers tués et du succès de notre fusil contre la cavalerie, etc. On peut appeler cela une escarmouche, car l'affaire n'a pas de portée.

Notre correspondant M. Cahun, qui est bel et bien mêlé aux avant-postes, puisque sa dernière lettre est de Styryng